



7<sup>e</sup> Sommet UA-UE

## **Forum de la société civile et de la jeunesse de l'Union africaine et de l'Union européenne**

### **Déclaration conjointe des sociétés civiles et de la jeunesse africaines et européennes**

#### ***Recommandations aux dirigeants et aux institutions UA-UE***

---

#### **Préambule**

Nous, représentants de plus de 200 organisations de jeunesse et de la société civile de toute l'Afrique et de l'Europe, nous sommes réunis les 20 et 21 novembre 2025 à Luanda, en Angola, en marge du 7<sup>e</sup> Sommet des chefs d'État et de gouvernement UA-UE pour délibérer sur les piliers du partenariat Afrique-Europe : La paix, la sécurité et la gouvernance; la prospérité; les personnes; et le multilatéralisme.

Reconnaissant le rôle important de la société civile et de la jeunesse et adoptant une approche du développement centrée sur l'être humain et fondée sur les droits de l'homme, nous réaffirmons la contribution essentielle de la jeunesse et de la société civile pour garantir la paix et la prospérité sur nos continents et dans le monde.

Nous soulignons qu'il est urgent d'agir au niveau local pour promouvoir un développement social et économique inclusif; favoriser des solutions multipartites et axées sur la communauté; renforcer un système multilatéral équitable et efficace; assurer des environnements pacifiques et sûrs pour les civils; et protéger à la fois les personnes et la planète en institutionnalisant la collaboration entre l'UA et l'UE avec la société civile.

À la lumière de ces domaines, nous appelons les dirigeants et institutions de l'UA et de l'UE à prendre les mesures décisives suivantes :

#### **Paix, sécurité et gouvernance :**

##### ***Nous appelons les dirigeants et les institutions UA-UE à :***

- Investir dans l'élaboration et la mise en œuvre de plans d'action nationaux sur la paix et la sécurité, en veillant au respect des normes internationales et continentales promouvant la bonne gouvernance, la démocratie, les droits de l'homme, l'état de droit et la stabilité politique.
- Donner la priorité au renforcement des capacités des ailes jeunesse et des leaders politiques émergents en introduisant des quotas de jeunes, des objectifs de parité entre les sexes et des campagnes d'éducation civique et politique à long terme co-conçues avec des organisations de jeunesse et de la société civile.

- Renforcer les initiatives de prévention et de règlement des conflits axées sur le dialogue et les collectivités, y compris les approches autochtones et traditionnelles telles que la justice réparatrice, afin de promouvoir une culture de paix et de tolérance.
- S'attaquer aux causes profondes et aux facteurs déclencheurs des conflits en investissant dans l'éducation des jeunes, le développement des compétences et l'autonomisation économique.
- Renforcer le Cadre de prévention et d'intervention en matière de violence sexuelle liée aux conflits (CRSV), en mettant particulièrement l'accent sur la protection des femmes et des filles.
- Garantir des mécanismes de financement pluriannuels dédiés, avec un accès simplifié pour les organisations de terrain, soutenus par des cadres conjoints de suivi et d'évaluation UA-UE.
- Intégrer les stratégies de paix numérique, de cybersécurité et de technologies responsables dans les efforts de gouvernance et de consolidation de la paix, notamment en renforçant les compétences numériques des jeunes et des femmes, en luttant contre la désinformation et en promouvant l'utilisation éthique de l'intelligence artificielle.

### **Personnes :**

#### ***Nous appelons les dirigeants et les institutions UA-UE à :***

- Rationaliser les procédures de visa et introduire un volet de mobilité UA-UE afin de simplifier la mobilité des jeunes.
- Améliorer la responsabilité numérique et renforcer les cadres juridiques multilatéraux en intensifiant la recherche sur la traite et l'exploitation en ligne, tout en garantissant la responsabilité des plateformes de médias sociaux.
- Réduire les coûts des transferts de fonds et promouvoir des mécanismes d'investissement de la diaspora, y compris des fonds d'autonomisation des jeunes.
- Donner la priorité au développement humain en augmentant les investissements publics dans la santé, l'éducation et la protection sociale, tout en promouvant les partenariats public-privé.
- Investir dans une éducation inclusive et de qualité à tous les niveaux en renforçant les engagements financiers, en établissant un cadre mutuel de qualification et de reconnaissance des compétences, et en promouvant l'utilisation et la préservation des connaissances autochtones.
- Renforcer l'engagement de la société civile et des communautés auprès des institutions grâce à des mécanismes de financement flexibles et accessibles.
- Donner la priorité à l'adaptation au changement climatique menée par les communautés et à la gouvernance durable des ressources naturelles.

### **Prospérité**

#### ***Nous appelons les dirigeants et les institutions UA-UE à :***

- Réformer les systèmes de financement mondiaux et nationaux afin de libérer des financements abordables et accessibles pour l'Afrique, y compris en soutenant la réforme de l'architecture financière internationale.
- Intensifier les financements pour un développement durable et inclusif ainsi que pour le climat, en élargissant les financements concessionnels et sans dette destinés à l'adaptation, à la préservation de la biodiversité et à la protection sociale.
- Faire progresser la souveraineté alimentaire grâce à l'agroécologie qui soutient les petits producteurs, les marchés territoriaux et les systèmes semenciers gérés par les agriculteurs.

- Promouvoir une transition verte juste, inclusive et axée sur les compétences en investissant dans des initiatives communautaires qui protègent les droits, soutiennent les PME locales et créent des emplois valorisants.
- Renforcer l'inclusion numérique, l'accès aux services financiers et les compétences numériques grâce à des initiatives conjointes UA-UE.
- Moderniser et intégrer les infrastructures de transport régionales afin d'améliorer une mobilité abordable et efficace à travers l'Afrique, en donnant la priorité au développement et à la réhabilitation des réseaux de transport multimodaux interafricains.
- Renforcer les partenariats UA-UE dans les chaînes de valeur industrielles vertes en accélérant la mise en œuvre de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECA) et simplifier le commerce transfrontalier tout en assurant la création de valeur pour les communautés locales.
- Veiller à ce que les investissements du Global Gateway apportent des bénéfices concrets aux populations et à la planète, et répondent aux besoins et aux aspirations des pays partenaires.

### **Multilatéralisme:**

#### ***Nous appelons les dirigeants et les institutions UA-UE à :***

- Établir un mécanisme permanent UA-UE garantissant aux jeunes et à la société civile un statut consultatif et une participation significative.
- Favoriser une architecture financière mondiale inclusive et prête pour l'avenir en rendant les institutions financières internationales plus démocratiques et responsables.
- Respecter les engagements en matière de climat et de biodiversité en mettant en œuvre de toute urgence l'Accord de Paris, en soutenant les ambitions de l'Afrique en matière d'énergies renouvelables et en respectant ses obligations en matière de financement climatique.
- Tirer parti des partenariats créatifs et médiatiques en engageant les secteurs des médias, des arts et de la culture à démocratiser le savoir et à renforcer la participation du public.
- S'engager conjointement à protéger et à développer un environnement sûr et favorable pour la société civile, les jeunes et les acteurs des médias.
- Rendre les dialogues UA-UE plus inclusifs en décentralisant les forums et en permettant une participation hybride pour atteindre les communautés sous-représentées et marginalisées.
- Réaffirmer l'engagement envers l'Agenda 2030 et travailler en étroite collaboration avec la société civile et la jeunesse pour accélérer les progrès et élaborer un cadre de développement post-2030.
- En prévision de la 14ème Conférence ministérielle de l'OMC, lancer conjointement une réforme commerciale significative pour faire progresser un système commercial mondial plus inclusif et équitable.

### **Conclusion**

Nous, représentants de la société civile et de la jeunesse africaines et européennes, nous engageons à assurer le suivi de la mise en œuvre de la présente Déclaration, qui constitue le fondement d'une collaboration plus approfondie et plus efficace entre nos continents.